



GRATUITE DES TCL : FO ENTENDU PAR LE DIRECTEUR DE CABINET DE LA METROPOLE DE LYON

Suite à notre lettre ouverte du 27 août à madame la présidente de la métropole de Lyon, nous avons été déçus de constater que seuls les policiers et les gendarmes bénéficieraient du dispositif de gratuité à compter du 1^{er} janvier 2027, pour 12 mois.

Nous avons donc repris contact avec madame Sarselli et son bureau, afin de comprendre sa décision et défendre notre position.

Le vendredi 2 octobre 2026, le Directeur de cabinet de la métropole de Lyon nous a contacté pour un entretien téléphonique.

Ce dernier nous a expliqué une décision d'urgence de la part de madame la Présidente. Elle s'est appuyée sur les textes de sécurité intérieure propres aux forces de l'ordre pour l'instant. Une évaluation sera faite sur 2027 pour permettre de démontrer son utilité.

Le Directeur de cabinet nous a affirmé que la porte n'était pas fermée aux personnels pénitentiaires et a pris le temps de nous écouter.

Nous lui avons listé les structures pouvant être concernés par cette mesure, soit :

- La MA Lyon Corbas
- Le CP Villefranche Sur Saône
- L'EPM
- La DISP de Lyon
- Les ERIS
- La cyno
- Le CSL
- Le CIHFA
- Le SPIP69 MO

Et le nombre d'agents que cela représenté : **980**

Car OUI, FO Justice demande cette mesure pour les personnels de tous corps et grades confondus.

Il était important de rappeler au-delà du fait que nous sommes la 3^{ème} force de sécurité intérieure, les difficultés qu'ont nos collègues à se déplacer sur la métropole lyonnaise.

- Structures excentrées
- Manque de transports en communs
- De jeunes professionnels qui n'ont pas le permis
- Des professionnels qui arrivent pour la plupart des DROM.

La région n'attire pas et beaucoup de collègues qui ne restent pas à cause de ces contraintes.

Le Directeur de cabinet a été sensible à notre discours et en réfèrera à madame la présidente de la Métropole de Lyon.

FO Justice Lyon reste en contact avec le Directeur de cabinet et suivra l'avancée de ce dossier.

FO Justice Lyon continue à se battre pour le pouvoir d'achat de l'ensemble des personnels.

